



## Silence Radio

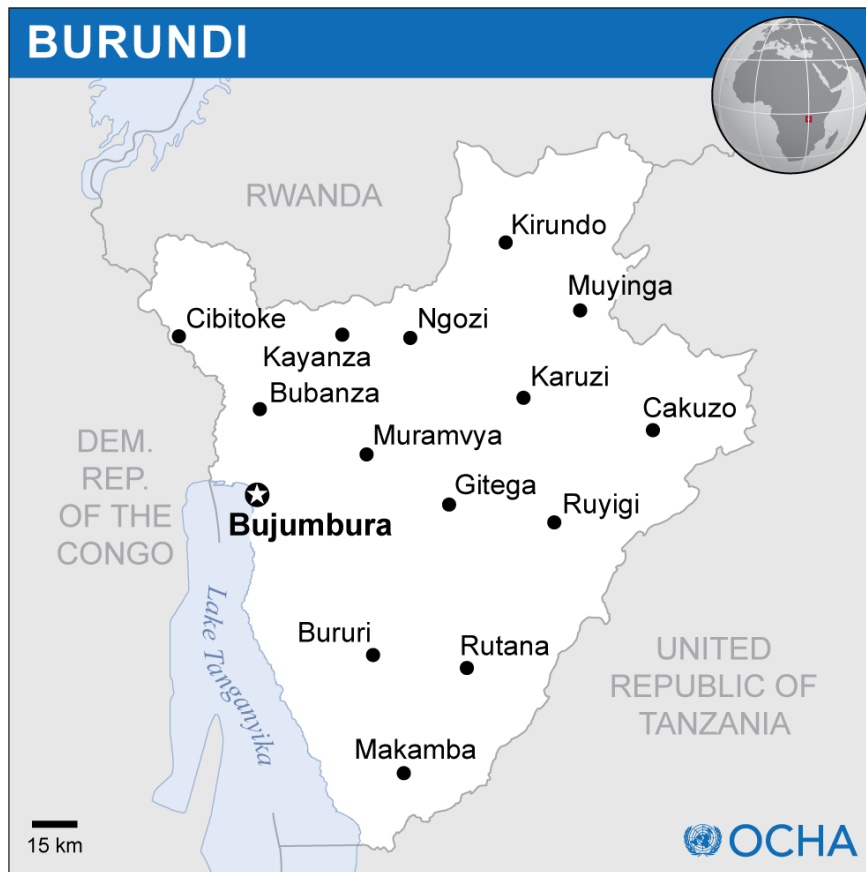
# Les médias burundais pendant la crise électorale de 2015

ims

INTERNATIONAL  
MEDIA SUPPORT

JUIN 2015

## Carte du Burundi



Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires

## Sigles

ABJ	Association Burundaise des Journalistes (Burundi Association of Journalists)
ABP	Agence Burundaise de Presse
ABR	Association Burundaise des Radiodiffuseurs (Burundi Association of Radios)
AFJO	Association des Femmes Journalistes (Association of Women Journalists)
ARJ	Association des journalistes rwandaises
BBC	British Broadcasting Corporation
CNC	Conseil Nationale de la Communication
CNDD-FDD	Conseil Nationale pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (partie de la pouvoir)
CENI	Independent National Electoral Commission
EAC	East African Community
EU	European Union
IDP	Internally displaced person
ITU	International Telecommunication Union
MPB	Maison de la Presse du Burundi
OPB	Observatoire de la Presse Burundaise (Burundi Press Observatory)
PGL	Panos Grands Lacs
RDC	République Démocratique de la Congo
RFI	Radio France Internationale
RPA	Radio Publique Africaine
RTNB	Radiotélévision Nationale Burundaise
SFCG	Search for Common Ground
UA	Union Africaine
UBJ	Union of Burundian Journalists
VOA	Voice of America

---

# Sommaire

Chronologie .....	5
Introduction.....	7
1. Context .....	7
2. Paysage médiatique au Burundi .....	10
2.1 Radio .....	10
2.2 Télévision .....	11
2.3 Presse.....	12
2.4 En ligne .....	12
2.5 Organisations de Médias .....	12
2.6 La législation et la réglementation des médias .....	13
3. Les médias et le contexte politique actuel .....	14
4. Les défis qui interpellent les journalistes et le secteur des médias.....	17
4.1 La sécurité.....	17
4.2 Autres défis.....	18
5. Recommandations.....	19
6. Annexes .....	21
6.1 Personnes interviewées.....	21
6.2 Les organisations locales, régionales et internationales de développement des médias au Burundi .....	21

---

# Chronologie<sup>1</sup>

- 1923 La Belgique reçoit de la Société des Nations le mandat d'administrer le Rwanda-Urundi.
- 1959 Afflux des réfugiés Tutsi du Rwanda suite aux violences ethniques.
- 1962 L'Urundi se sépare du Rwanda et devient le Royaume indépendant du Burundi sous le Roi Mwambutsa IV.
- 1963 Des milliers d'Hutus s'enfuient au Rwanda suite aux violences ethniques.
- 1972 Environ 120.000 Hutus sont massacrés par les forces gouvernementales et leurs supporters à la suite d'un soulèvement dans le Sud mené par les Hutus. Couver-feu imposé.
- 1993 Tueries massives de Tutsis par la majorité Hutu. Les deux massacres de 1972 et de 1993 sont décrits comme génocides dans le rapport final de la Commission internationale d'enquête sur le Burundi, présenté en 2002 au Conseil de Sécurité des Nations Unies.
- Janvier 1994 Le Parlement nomme Cyprien Ntaryamira Président.
- Avril 1994 L'avion transportant les Président Rwandais et Burundais est abattu à Kigali. Les deux personnalités sont tuées. C'est le début du génocide au Rwanda.
- 1995 Le massacre des réfugiés Hutu conduit à de nouvelles violences ethniques à Bujumbura.
- Octobre 2001 Le Président Sud-Africain, Nelson Mandela, engage des discussions qui conduisent à la mise en place d'un gouvernement de transition, mais les principaux groupes rebelles Hutu refusent de signer et les combats s'intensifient.
- 2004 La force des Nations Unies prend le relais des missions de maintien de la paix des troupes de l'Union Africaine.
- Août 2005 Pierre Nkurunziza, issu du groupe Hutu FDD, est élu président par les deux chambres du Parlement. Le FDD remporte les élections parlementaires en juin.
- Avril 2006 Un couvre-feu imposé pendant les violences de 1972 est levé.
- Février 2007 L'ONU ferme sa mission de maintien de la paix et réoriente son action sur l'aide à la reconstruction.
- Juin 2010 Election présidentielle. Nkurunziza réélu après que les principaux partis d'opposition aient boycotté le vote et les élections parlementaires. Le chef du FNL, Agathon Rwaso, se cache.
- Juin 2013 Le Président Nkurunziza approuve la nouvelle loi des médias dont les critiques condamnent comme une atteinte à la liberté de la presse. La loi interdit les reportages sur les questions qui pourraient compromettre la sécurité nationale, l'ordre public ou l'économie.

---

<sup>1</sup> Ces informations proviennent en majorité de la BBC: <http://www.bbc.com/news/world-africa-13087604>

---

- Août 2013 Le chef du FML, Agathon Rwasa, réapparaît après trois ans de cachette et annonce sa candidature pour l'élection présidentielle de 2015.
- Mars 2014 Plusieurs supporters de l'opposition sont emprisonnés à vie pour participation aux manifestations illégales.
- 25 Avril 2015 Le parti CNDD-FDD élit le Président Pierre Nkurunziza comme son candidat pour l'élection présidentielle.
- Mai 2015 La Cour Constitutionnelle se prononce en faveur de la décision du Président Nkurunziza de se présenter pour un troisième mandat, alors qu'apparaissent les rapports sur l'intimidation des juges. Les protestataires descendent dans la rue, des dizaines de milliers fuient les violences, les officiers de l'armée échouent dans leur tentative de coup d'état.
- 13 Mai 2015 Tentative de coup d'état
- 14 Mai 2015 Les organes de médias, à l'instar de Radio Isanganiro, Radio-Télé Renaissance, Radio Publique Africaine (RPA), et Radio Rema sont attaqués et n'émettent plus depuis lors.
- 31 Mai 2015 La Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est publie la liste des recommandations et appelle au report des élections.
- 9 Juin 2015 Décret signé fixant le nouveau calendrier des élections, avec les élections législatives prévues pour le 29 juin et l'élection présidentielle le 15 juillet.
- 10-11 Juin 2015 Le médiateur de l'ONU dans la crise burundaise, Said Djinnit, démissionne, mais garde sa fonction d'Envoyé de l'ONU dans la région des Grands Lacs (Ceci était une demande faite par ceux qui ne voulaient pas que le Président Nkurunziza se présente pour sa réélection).
- 15 Juin 2015 Nkurunziza rencontre les chefs de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est et réitère son intention de se présenter à un troisième mandat.

# Introduction

Cette étude a été commandée par International Media Support (IMS) dans le but de fournir des informations aux collègues du secteur de l'appui aux médias et aux bailleurs, afin qu'ils soient mieux informés au moment de discuter et de décider sur les stratégies d'intervention appropriées.

La conseillère d'IMS, Michelle Betz, chargée de l'évaluation et des recommandations, était consciente de l'évolution permanente de la situation sur le terrain au Burundi. Par conséquent, les lecteurs de ce rapport devraient avoir à l'esprit la volatilité de la situation.

Les recherches pour ce rapport ont été menées du 15 au 23 juin 2015 et étaient basées sur des entretiens avec des journalistes et autres acteurs tant au Burundi qu'au Rwanda. En outre, les journaux et d'autres rapports ont été consultés.

IMS continuera à suivre la situation sur le terrain et fournira une version actualisée de ce rapport immédiatement après l'élection présidentielle prévue en juillet 2015.

## 1. Contexte

« Le pays des mille collines est maintenant le pays des mille rumeurs. »

– Journaliste burundais

Le Burundi est l'un des pays les plus pauvres au monde, enclavé et pauvre en ressources. Son histoire ressemble à celle du Rwanda et est, à certains égards, inextricablement jumelle à son voisin du Nord. Cependant, contrairement à ses voisins du Nord qui ont plus réussi, le Burundi est l'un des pays les plus pauvres et les plus affamés du monde. Le Burundi est, après le Rwanda, le deuxième pays ayant la plus forte densité de population en Afrique.

Tout comme au Rwanda, le gouvernement colonial belge a exacerbé les divisions ethniques entre Hutus et Tutsis au Burundi. Après l'accession du pays à l'indépendance en 1962, bon nombre d'hommes forts Tutsi ont dirigé le pays et les décennies suivantes ont été marquées par des périodes de violence ethnique. En octobre 1993, le premier président démocratiquement élu du pays, Melchior Ndadaye, un Hutu, est assassiné. Sa mort a occasionné des massacres de Tutsis, suivis par des tueries de vengeance d'Hutus. Douze années de guerre civile entre la majorité Hutu et la minorité Tutsi ont pris fin il y a une décennie, et a permis au pays de vivre une relative stabilité. L'accord de paix et de réconciliation signé à Arusha en 2000 a contribué à mettre un terme à la longue guerre civile dans laquelle le pays était plongé.

En 2005, l'ancien chef rebelle Hutu Pierre Nkurunziza a été élu président sur la base d'une plateforme populiste. Son parti, le Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie (CNDD-FDD), contrôlait presque la totalité du gouvernement après la sortie de la plupart des partis de l'opposition de la dernière élection présidentielle en 2010, pour des raisons de fraude. Les observateurs internationaux en revanche estimaient que l'élection était dans l'ensemble libre et transparente.<sup>2</sup>

En avril 2014, l'ONU a attiré l'attention sur la possibilité des poursuites internationales si les abus des droits de l'homme, y compris les tueries non élucidées et les violences perpétrées par les gangs armés de jeunes affiliés aux partis politiques (Imbonerakure) continuaient.<sup>3</sup> Selon Thierry Vircoulon, Directeur de projet de International Crisis Group pour l'Afrique Centrale, « les dirigeants du CNDD-FDD sont si assoiffés du pouvoir et dans l'insécurité qu'ils veulent réduire autant qu'ils le peuvent l'espace politique avant les élections de 2015. »<sup>4</sup>

Le 26 janvier 2015, les rapports des médias indiquent que plus de 300 organisations de la société civile ont initié une campagne dénommée "Halte au troisième mandat" pour prévenir le Président Nkurunziza de se présenter à un troisième mandat. Les partis de l'opposition, l'Eglise et certains acteurs internationaux ont fortement prévenu contre l'option d'un troisième mandat de Nkurunziza, estimant que cela violerait l'accord d'Arusha.<sup>5</sup>

Les soulèvements civils ont commencé le 26 avril à Bujumbura après que le parti au pouvoir, le CNDD-FDD, ait élu le 25 avril le Président Pierre Nkurunziza comme son candidat pour l'élection présidentielle du 26 juin. Le 26 avril, les autorités burundaises ont interdit les radios privées indépendantes ci-après d'émettre en dehors de Bujumbura : Radio Publique Africaine (RPA), Bonesha FM et Radio Isanganiro.

Nkurunziza était en fonction pour deux mandats depuis 2005, et une panoplie d'acteurs ont prévenu qu'une tentative de briguer un troisième mandat était anticonstitutionnelle et contraire à l'esprit de l'accord d'Arusha de 2000 pour la paix et la réconciliation, qui a mis fin à une décennie de guerre civile dans le pays. Malgré un appel du Sénat, la Cour Constitutionnelle du Burundi a indiqué que le Président Nkurunziza était éligible pour une réélection – bien que le vice président de la Cour se soit enfui au Rwanda avant cette décision. Il y eut par la suite un coup d'état le 13 mai à Bujumbura lorsque le Président Nkurunziza se trouvait au Sommet de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est en Tanzanie, consacré à la recherche des solutions à la crise en cours au Burundi. Le coup d'état a rapidement été déjoué et le Président Nkurunziza est rentré au pays.<sup>6</sup>

---

2 <http://www.crisisgroup.org/en/regions/africa/central-africa/burundi/169-burundi-from-electoral-boycott-to-political-impasse.aspx>

3 <http://www.reuters.com/article/2014/04/10/us-burundi-un-idUSBREA3923Q20140410>

4 <http://america.aljazeera.com/articles/2014/4/19/snap-crackle-hissthesoundofdemocracyinburundi.html>

5 <http://reliefweb.int/report/burundi/interagency-contingency-plan-burundi-2015-elections>

6 OCHA, Burundi Flash Update #12, 11 June 2015. Elections Crisis and Regional Impact.

---



Dans un décret publié le 9 juin 2015, le Président Nkurunziza a approuvé un nouveau calendrier tel que proposé par la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI).<sup>7</sup> Les élections législatives et locales se tiendront le 29 juin, suivies de l'élection présidentielle le 15 juillet et les élections sénatoriales le 24 juillet. L'opposition a rejeté ces nouvelles dates des élections, au motif que la CENI n'était pas capable de fonctionner en raison de la démission de deux de ses cinq membres. En outre, l'intention de Nkurunziza de briguer un troisième mandat – la question même qui a occasionné la récente crise politique n'a pas été abordée. Par conséquent, la situation demeure volatile et il faut s'attendre à d'autres troubles.

Dans un décret datant du 30 mai<sup>8</sup>, mais rendu public en mi-juin, le Président Nkurunziza a annoncé que la CENI pouvait fonctionner avec seulement trois de ses cinq membres, deux membres ayant démissionné et fui à l'étranger. En conséquence, deux nouveaux membres ont été nommés en mi-juin pour remplacer ceux qui se sont enfuis.

Au regard de la violence ambiante et des problèmes concernant les élections envisagées, l'ONU a développé un plan d'urgence inter-agences: Burundi 2015 : Elections en avril 2015.<sup>9</sup> La violence en cours, doublée de la peur d'une autre guerre civile ont jusqu'ici entraîné la fuite de plus de 100.000 Burundais quittant le pays pour les camps de réfugiés dans les pays voisins tels que le Rwanda, la Tanzanie et la République Démocratique du Congo (RDC). Selon le plan d'urgence de l'ONU, les estimations se situent autour de 50.000 réfugiés et 250.000 déplacés internes. Le nombre des réfugiés a déjà doublé.

Certains estiment que la société civile n'a pas suffisamment pris de distance par rapport à l'opposition. Comme l'écrit Rowan Popplewell : « la société civile était à l'avant-garde des protestations ayant conduit à la tentative de coup d'état. Les manifestations et le coup d'état qui ont suivi présentent la société civile avec un énigme: La société civile peut-elle protester contre le gouvernement dans les rues de Bujumbura aux côtés des membres des partis politiques sans être perçue comme faisant partie de l'opposition politique ? Les expériences d'autres régions en Afrique et en Europe de l'Est montrent qu'il n'est pas aisé de dénoncer les abus du pouvoir politique tout en espérant être perçu comme étant au-dessus de la lutte pour le pouvoir, particulièrement dans les contextes marqués par les divisions comme celui du Burundi. Dans un pays où l'opposition politique est faible et fragmentée, ces groupes de la société civile sont souvent considérés comme l'opposition politique de fait. »<sup>10</sup>

Jusqu'à la mi-juin, les tactiques des protestataires avaient changé. A Musaga, dans la partie sud de Bujumbura, les protestataires commencent à faire du bruit à certaines heures de la journée :

---

7[http://presidence.gov.bi/IMG/pdf/decret\\_177.pdf](http://presidence.gov.bi/IMG/pdf/decret_177.pdf)

8[http://presidence.gov.bi/IMG/pdf/decret\\_171.pdf](http://presidence.gov.bi/IMG/pdf/decret_171.pdf)

9<http://reliefweb.int/report/burundi/interagency-contingency-plan-burundi-2015-elections>

10 <http://intrac.org/blog.php/97/burundi-unrest-can-civil-society-challenge-the-abuse-of-power-while-remaining-above-the-fight#sthash.5QW5JKk3.dpuf>

12h30 et 19h00. Il s'agit là des heures où les éditions locales de journaux sont diffusées sur les principales stations de radio, actuellement toutes réduites au silence.<sup>11</sup> Cependant, une semaine avant l'élection législative envisagée, il y avait de loin peu de manifestations qu'auparavant. Un journaliste dit que les attaques à la grenade deviennent de plus en plus courantes.

En outre, les bailleurs se sont retirés. L'Union Européenne (UE), la Belgique et les Pays Bas ont déjà supprimé leur aide, principalement celle destinée à soutenir les élections. Une semaine avant les élections législatives prévues, l'UE a prévenu le Burundi qu'elle « pourrait imposer des sanctions vis-à-vis des personnes responsables de violence et considérer d'autres mesures contre cette nation dépendante de l'aide, plongée dans une tourmente politique par la volonté du président de briguer un troisième mandat ».<sup>12</sup>

Un autre développement important à quelques jours des élections, c'est la démission de Gervais Rufyikiri, le deuxième Vice-Président, qui disait qu'il était contre le troisième mandat qui, selon lui, était anticonstitutionnel. Rufyikiri a, en ce moment, fui le pays après avoir reçu des menaces.<sup>13</sup>

## 2. Paysage médiatique au Burundi

*« Nous sommes dans un blackout médiatique. »*

– Cyprien Ndikumana, Panos Grands Lacs

### 2.1 Radio

La radio est la source primaire d'information à travers le pays, avec 19 chaînes de radios privées. Cependant, le gouvernement gère la Radio Télévision Nationale du Burundi (RTNB), l'unique chaîne de télévision et radio à portée nationale, et Le Renouveau, le seul journal qui paraît régulièrement.

Radio Burundi, contrôlée par le gouvernement et unique chaîne d'informations émettant encore, diffuse ses programmes en Kirundi (langue locale), Swahili, Français et Anglais. Elle gère également un réseau éducatif.

---

11 [http://www.isanganiro.org/spip.php?article9352&utm\\_source=twitterfeed&utm\\_medium=twitter](http://www.isanganiro.org/spip.php?article9352&utm_source=twitterfeed&utm_medium=twitter)

12 [http://af.reuters.com/article/topNews/idAFKBN0P30KZ20150623?utm\\_source=dlvr.it&utm\\_medium=twitter](http://af.reuters.com/article/topNews/idAFKBN0P30KZ20150623?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter)

13 <http://www.bbc.com/news/world-africa-33267428>

---

Dix-neuf chaînes de radio fonctionnent normalement au Burundi, et en 2010, près de 90% de personnes avaient accès à la radio – une statistique qui a probablement évolué, grâce à la propagation continue des téléphones portables équipés de récepteurs FM.<sup>14</sup>

Pendant les deux dernières élections, la plupart des chaînes de radio se sont regroupées pour déployer les journalistes à travers le pays, ce qui fut baptisé « *synergie* ». Ceci a permis aux chaînes de radio de travailler ensemble et de réaliser des choses qu'aucune chaîne n'a pu faire faute de ressources. Elles avaient des journalistes à travers le pays qui travaillaient ensemble pour couvrir les élections. Les chaînes de radio ont ensuite animé ensemble un programme les jours de vote.

Les quatre principales chaînes de radio privées indépendantes sont : Bonesha, Isanganiro, Radio Renaissance et RPA. Comme indiqué plus haut, toutes les quatre ont été détruites en mi-mai en même temps que Rema FM, une chaîne proche du parti au pouvoir.

Il y a eu des discussions sur l'opportunité de faire revivre la *synergie*, mais beaucoup de journalistes n'étaient pas à l'aise pour travailler avec Rema FM, à cause de sa proximité avec les autorités gouvernementales.

La Maison de la Presse a été rouverte ostensiblement de telle sorte que les journalistes peuvent travailler hors du bâtiment. Cependant, le procureur général a indiqué que Bonesha, Isanganiro, Renaissance et RPA ne sont pas autorisées, laissant ainsi uniquement les journalistes de Rema FM de produire les contenus. Comme résultat, certains journalistes travaillent ensemble pour produire l'information via [SOS Médias Burundi](#).

Les chaînes internationales comme la Voix de l'Amérique, Radio France Internationale (RFI) et British Broadcasting Corporation (BBC) sont disponibles dans la capitale. La BBC a des programmes en Kirundi (langue locale) et la Voix de l'Amérique a augmenté ses programmes en Kirundi bien qu'au moins un de ses journalistes se soit enfui à Kigali suite aux menaces.

## 2.2 Télévision

Parce que la télévision est trop coûteuse pour la plupart des Burundais des zones rurales, elle n'est largement populaire que dans les principales villes. Il existe en ce moment deux chaînes de télévision: la Télévision Nationale du Burundi contrôlée par le gouvernement et qui émet en Kirundi, Swahili, Français et Anglais et TéléRenaissance. Cette chaîne privée, située au même endroit que sa sœur Radio Renaissance, a été détruite le 14 mai, mais a lancé une diffusion sur le canal YouTube.<sup>15</sup>

---

<sup>14</sup> En 2013, 25 % de la population (un peu plus de 2,5 millions de personnes) avaient des abonnements à la téléphonie mobile, selon l'Union Internationale des Télécommunications.

<sup>15</sup> <https://www.youtube.com/channel/UCJgFqNlr8v0Hhvv-fnygAlw>

---

## 2.3 Presse

A cause du faible taux d’alphabétisation, le taux de lecteurs de la presse est faible. Le quotidien de l’État, *Le Renouveau*, est disponible dans tout le pays. *Iwacu* est un hebdomadaire privé qui dispose également d’une édition en ligne en anglais et en français. D’autres petits hebdomadaires sont : *Ndongezi*, créé par l’Eglise Catholique; *Arc-en-ciel*, un hebdomadaire privé de langue française; *Ubumwe*, un hebdomadaire détenu par le gouvernement et l’Agence Burundaise de Presse (ABP), une agence de presse de l’État.

## 2.4 En ligne

Selon l’Union Internationale des Télécommunications (UIT), la pénétration d’internet était seulement de 1,3% en 2013.<sup>16</sup> Les publications en ligne demeurent marginales, principalement à cause du faible taux d’alphabétisation et du faible accès à internet. Il n’y a pas de restrictions gouvernementales pour l’accès à internet et aux contenus cybernétiques.<sup>17</sup>

Malgré cela, et parce que c’est le seul média encore disponible, certains journalistes se sont tournés vers internet pour fournir des nouvelles et des informations à leurs communautés. De nombreux comptes Facebook et Twitter ont été créés. Comme signalé plus haut, Télé-Renaissance a créé un canal YouTube tandis que d’autres journalistes se sont regroupés pour créer SOS Médias Burundi. Ils ont créé des comptes Facebook, Twitter et SoundCloud<sup>18</sup> et publient les informations à travers ces canaux.

## 2.5 Organisations de Médias

*Maison de la Presse du Burundi (MPB)* – Elle a pour mission de renforcer les capacités des médias et des organisations professionnelles, de satisfaire les besoins de formation, de promouvoir le flux d’information et les échanges entre les journalistes et les professionnels de la communication, de promouvoir la liberté de la presse, la solidarité professionnelle, le pluralisme et l’indépendance des médias. Elle sert essentiellement comme lieu de rencontre pour les travailleurs des médias au Burundi et abrite également certaines organisations de médias.

---

16 <http://www.itu.int/en/ITU-D/Statistics/Pages/stat/default.aspx>

17 [https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2013/burundi#.VYEi7\\_mqpBc](https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2013/burundi#.VYEi7_mqpBc)

18 <https://soundcloud.com/sosmediasburundi>

*Observatoire de la Presse du Burundi (OPB)* – Créée en 2004, il est censé être un organe d'autorégulation. L'objectif principal de l'observatoire est de contribuer au respect du code professionnel d'éthique et de conduite dans les médias aussi bien privés que publics. L'OPB formule des observations et des recommandations concernant les journalistes et les structures de médias qui s'écartent des règles de l'éthique et de la conduite professionnelles. L'OPB soumet régulièrement un rapport de ses conclusions et recommande des sanctions disciplinaires à l'ABJ.

*Union burundaise des journalistes (UBJ)* – L'ancienne Association Burundaise des Journalistes (ABJ) est devenue UBJ en octobre 2009. Les principaux objectifs de l'UBJ sont de protéger et de renforcer les droits et les libertés des journalistes dans les médias tant privés que publics.

*Association Burundaise des Femmes Journalistes (AFJO)* – Elle a été créée par les femmes journalistes à Bujumbura en 2003 pour promouvoir les droits des femmes à travers les médias. Parmi ses réalisations figure la production des programmes de radio et de télévision, ainsi que des documentaires sur les préoccupations cruciales des femmes telles que les violences sexuelles, les pratiques culturelles outrageantes et les violations des droits. Elle forme les journalistes et autres activistes sur l'activisme médiatique et suit les politiques gouvernementales.

*Association Burundaise des Radiodiffuseurs (ABR)* – Elle a été créée en 2003 et regroupe les radios publiques et privées. L'objectif principal de l'association est de contribuer au développement de la diffusion au Burundi, et d'assurer la représentation effective de ses membres y compris auprès du gouvernement. En 2008, l'ABR a créé des Centres de Ressources Audiovisuelle (CERA) pour répondre aux défis techniques auxquels sont confrontés les diffuseurs au Burundi. Les CERA fournissent les formations techniques et servent également comme point central d'approvisionnement en matériel audiovisuel.

## 2.6 La législation et la réglementation des médias

Burundi's La constitution du Burundi garantit la liberté d'expression et de la presse, mais les lois du pays imposent des sanctions pénales aux journalistes pour diffamation, action de discrédit de l'Etat, insultes du Chef de l'Etat, et menace à la sécurité de l'Etat.

La loi sur les médias de 2003 autorise de lourdes amendes et de peines privatives de liberté jusqu'à cinq années pour la divulgation des informations qui sont insultantes pour le Président ou diffamatoires pour d'autres individus. En 2012, le gouvernement a introduit un projet de loi de dépenalisation des délits de presse, mais les journalistes indiquent qu'elle les contraint également à révéler leurs sources en cas de menace contre la sécurité de l'Etat ou l'ordre public. Une autre disposition exige des journalistes de ne diffuser ou publier que « les informations équilibrées provenant de sources rigoureusement vérifiées. Les atteintes ne seront pas punies

d'emprisonnement, mais de lourdes amendes sont prévues pour certaines violations, qui pourraient faire peser d'importantes charges financières sur les organes des médias. »<sup>19</sup>

La loi a été promulguée en juin 2013 et pendant qu'elle dépénalise les délits de presse sous le coup de la loi des médias de 2003, la nouvelle loi remplace les peines pénales avec d'importantes amendes oscillant entre 2.000 dollars US et 6.000 dollars US, bien au-dessus des moyens de la plupart des journalistes burundais. Selon Freedom House, la nouvelle loi « limite également l'habilité des individus à devenir journalistes et de pratiquer le métier de journaliste, entre autres dispositions restrictives. Les journalistes ont également fait face à des tracasseries et des attaques croissantes tout au long de l'année. »<sup>20</sup>

Freedom House poursuit : « En outre, la loi a été largement critiquée parce qu'elle limitait la protection des sources journalistiques, et exigeait des journalistes de respecter certains standards au plan éducatif et professionnel. La loi interdit également la publication des histoires concernant la défense nationale, la sécurité, l'ordre public et l'économie. Finalement, la loi donne au Conseil National de la Communication (CNC), une agence gouvernementale, le pouvoir de délivrer et retirer les cartes de presse dans les cas de diffamation. »<sup>21</sup>

De la sorte, la nouvelle loi a débouché sur une détérioration de la liberté de la presse et « facilite l'application arbitraire des lois sur la presse et les médias – le gouvernement cible fréquemment les journalistes pour des crimes relatifs aux intérêts de l'Etat vaguement définis. En outre, un langage ambigu est utilisé par un pouvoir judiciaire qui manque d'indépendance et est influencé par l'agenda politique. De plus, les pouvoirs étendus du CNC (en raison des amendements à la loi sur les médias de juin 2013) pourraient encourager les caprices de l'administration et les retraits des cartes de presse, à cause du cadre très large des charges de diffamation ou d'insultes envers le gouvernement. Le CNC est responsable du renforcement des lois sur les médias; les sanctions peuvent inclure la suspension des activités d'une entreprise de médias. »<sup>22</sup>

La loi interdit aux partis politiques, syndicats ou ONG étrangères d'être propriétaires d'entreprises de médias dans le pays.

### 3. Les médias et le contexte politique actuel

The Les trois chaînes de radio indépendantes les plus importantes – [RPA, Insanganiro](#), et [Bonesha FM](#) – ont été créées pendant la guerre civile, dans le but d'œuvrer pour la paix, la

---

19 [https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2013/burundi#.VYEi7\\_mqpBc](https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2013/burundi#.VYEi7_mqpBc)

20 [https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK\\_fmqpBc](https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK_fmqpBc)

21 [https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK\\_fmqpBc](https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK_fmqpBc)

22 [https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK\\_fmqpBc](https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2014/burundi#.VYEK_fmqpBc)

réconciliation et l'éducation. Selon le journaliste Cora Currier, « Cette mission de service publique existe toujours : Il est rare d'avoir une conversation avec un journaliste sans que ne soit mentionné le verbe « sensibiliser », c'est-à-dire susciter la prise de conscience. »<sup>23</sup> Toutes les trois chaînes de radio, de même que la Radio-Télévision Renaissance et Rema FM (une chaîne proche du parti au pouvoir) ont été attaquées par des individus non identifiés et considérablement détruites le 14 mai. Depuis lors, elles, elles n'émettent plus.

Selon le directeur de Panos Grands Lacs, Cyprien Ndikumana, « tout le monde écoute normalement la radio sur son téléphone portable. Ce n'est plus le cas maintenant. C'est une situation vraiment catastrophique ». <sup>24</sup> L'unique chaîne de radio qui émet encore est le diffuseur d'Etat, RTNB, qui disposait de la deuxième audience avant la crise actuelle, selon les recherches de Panos. <sup>25</sup> Certaines petites chaînes religieuses émettent également, mais seule la RTNB diffuse des programmes d'information. D'après Ndikumana « Celles qui informaient le public ont été détruites précisément parce qu'elles fournissaient des informations et menaient des enquêtes ».

Les chaînes internationales BBC, VOA et RFI continuent à produire des journaux et de l'information, et ont même augmenté leur temps de diffusion dans certains cas. Cependant selon Ndikumana, elles ne peuvent pas remplacer les chaînes de radio locales. Depuis la libéralisation du secteur de la diffusion en 2004, les Burundais sont habitués à davantage écouter les chaînes burundaises que les chaînes internationales. De nos jours, dit-il, « nous sommes dépourvus d'information. C'est comme si notre nourriture nous a été retirée. Il ne reste que les rumeurs soit sur Facebook soit sur Twitter, mais l'information n'y est pas vérifiée la plupart du temps ». <sup>26</sup>

Le 10 juin, le bureau du procureur général a annoncé qu'il refusait une demande de reprise d'activités des chaînes de radio et de télévision privées RPA, Isanganiro, Bonesha, Renaissance et Humuriza (basée à Gitega et partenaire du journal *Iwacu*). Selon lui, Amnesty International a prévenu le 10 juin que l'escalade des menaces contre les journalistes et d'autres travailleurs des médias au cours des dernières semaines constituait des signes inquiétants que le journalisme au Burundi est devenu extrêmement dangereux depuis la tentative de coup d'état du mois dernier. » <sup>27</sup>

Malgré le fait que le procureur ait autorisé la réouverture du studio de radio de la Maison de la Presse, il n'a cependant pas permis à certaines organisations de médias telles que Bonesha, RPA, Radio-Télé Renaissance, Isanganiro et Humuriza FM d'accéder au studio. Par conséquent, seuls les personnels de Radio Rema sont autorisés à utiliser le studio.

Les journalistes qui sont restés au Burundi font de leur mieux pour fournir les informations à leurs communautés, mais uniquement à travers les médias en ligne. Ils ont créé un compte

---

23 <http://america.aljazeera.com/articles/2014/4/19/snap-crackle-hissthesoundofdemocracyinburundi.html>

24 Cyprien Ndikumana, entretien individuel. 17 June 2015.

25 Ndikumana.

26 Ndikumana.

27 <http://reliefweb.int/report/burundi/ocha-eastern-africaflash-update-12-11-june-2015-elections-crisis-burundi-and-regional>

SoundCloud, [SOS Médias Burundi](#) par exemple, mais sont si prudents lorsqu'ils produisent des reportages radio qu'ils n'utilisent pas leur propres voix de peur d'être reconnus. Ils ont également créé un compte [Twitter avec plus de 2.000 adeptes](#).

Un fait sans doute frappant est le site web d'[Iwacu qui a enregistré plus de 100.000 visiteurs par jour pendant la crise](#). De plus, [l'Agence Infos Grands Lacs](#) continue de produire et de diffuser tous les jours les reportages audio et vidéo sur Burundi, et court ainsi d'énormes risques en le faisant.

Les journalistes burundais « essaient toujours de faire ce qu'ils peuvent » malgré le fait que les chaînes sont attaquées et brûlées, selon Innocent Muhozi, président de l'OPB.<sup>28</sup> Mais, il souligne « Nous sommes tous en danger et nous sommes tous très inquiets. »

Environ 50 journalistes ont fui le Burundi avec la majorité (42 au dernier décompte) actuellement à Kigali. Une journaliste locale a indiqué que lorsqu'elle se promène à Bujumbura, quand elle est reconnue par les acteurs politiques, ils lui demandent souvent pourquoi elle est encore au Burundi. Elle a également reçu des appels anonymes. Selon elle, il est beaucoup plus difficile pour les femmes de quitter le pays parce que c'est sur elles qu'incombe la garde des enfants. Cependant, elle dit « Mes documents et ceux de mes enfants sont prêts. J'attends simplement de voir ce qui se passera cette semaine [semaine du 22 juin] ». <sup>29</sup>

Certains de ces journalistes au Rwanda se sont mis ensemble avec leurs collègues rwandais pour développer un programme spécial diffusé à travers le Rwanda sur six chaînes de radio dont certaines atteignent le Burundi.

Les journalistes internationaux sont également menacés. « Le 4 juin, les autorités burundaises ont retiré l'accréditation de Thaïs Brouck, journaliste à France 24, invoquant qu'il n'était pas habilité à couvrir le processus électoral, conformément à sa lettre d'accréditation. Un officiel lui a également fait savoir que sa présence au Burundi incitait les populations à manifester. »<sup>30</sup> Selon Innocent Muhozi de l'OPB, la plupart des journalistes internationaux sont partis et seuls les correspondants locaux permanents de VOA, BBC et RFI sont restés. Il dit que ces derniers ont été menacés et certains ont vu leurs accréditations retirées.

Finalement, il y a eu le lobbying international et les efforts de plaidoyer au tout début de la crise, notamment ceux du chercheur des Grands Lacs, [Marie-Soleil Frère](#), et de la Fédération [Internationale des Journalistes](#), et plus récemment de la part de 15 organisations pour la liberté de la presse et les droits de l'homme.

---

28 Muhozi, entretien individuel, 17 juin 2015.

29 Journaliste burundais. entretien individuel, 19 juin 2015.

30 <https://www.amnesty.org/en/articles/news/2015/06/burundi-media-clampdown-intensifies-after-coup-attempt/>

---



## 4. Les défis qui interpellent les journalistes et le secteur des médias

*« Nous sommes nourris par les rumeurs. »*

- Journaliste burundais

Les deux plus grands défis qui interpellent actuellement les journalistes et les travailleurs du secteur des médias au Burundi sont la sécurité et la survie financière.

### 4.1 La sécurité

Bien avant la crise actuelle, les journalistes burundais étaient souvent intimidés, convoqués pour des interrogatoires et arrêtés occasionnellement. A la date du 18 juin 2015, quelque 50 journalistes, certains avec leurs familles, avaient fui le pays avec la plupart (42) allant vers Kigali.<sup>31</sup> D'autres essaient de s'y rendre mais les forces de sécurité renvoient les populations au niveau des frontières.

Selon un journaliste qui s'est enfui au Rwanda avec sa femme également journaliste et leurs trois enfants, ces derniers sont traumatisés. Peu de temps avant leur fuite, une bombe lacrymogène a été lancée dans leur maison. Cependant, d'après lui, le voyage a été dangereux car il s'est déroulé partiellement à pied, partiellement en moto et toutes sortes de moyens disponibles. Il relève que les passages aux points de contrôle constituaient les moments les plus dangereux.

Pour sa part, l'Association des Journalistes Rwandais (AJR) pensait qu'environ cinq journalistes viendraient à Kigali, mais elle a été submergée par l'arrivée de plus de 40 journalistes burundais. Le président de l'AJR, Collin Haba, indique que les préoccupations sont nombreuses. Il s'agit premièrement des problèmes financiers – les loger, les nourrir, etc. Ils ont néanmoins d'autres préoccupations à l'instar des moyens de les occuper. Il pense que les journalistes rentreront au Burundi après les élections, mais il est trop tôt pour en être sûr.

Entre temps au Burundi, malgré les assurances de la police et des forces de sécurité concernant la sécurité au pays, d'autres estiment qu'il y a un signe évident de peur et beaucoup d'incertitude. De l'avis d'un journaliste travaillant à Bujumbura: « le terrain n'est pas accueillant pour les journalistes....Aucun journaliste n'a une résidence permanente ces jours-ci parce qu'il y

---

<sup>31</sup> Les journalistes disent que c'est l'endroit le plus facile d'y aller, car il est seulement à quelques heures de route.

a trop de peur. Ils déménagent régulièrement. »<sup>32</sup> Un autre journaliste pense que la possibilité d'une guerre civile est vraiment réelle. Concernant les élections, il s'interroge: « Comment pouvez-vous avoir de dialogue si les médias sont fermés ? »<sup>33</sup>

Les journalistes burundais ne constituent pas les seules cibles. Comme signalé plus haut, les journalistes internationaux ont également vu leurs accréditations suspendues et un journaliste rwandais a été arrêté au Nord du Burundi alors qu'il faisait un reportage sur une foule de réfugiés traversant la frontière vers le Rwanda. Il a été gardé pendant plusieurs jours avant d'être libéré.

## 4.2 Autres défis

D'autres préoccupations concernent la survie élémentaire. Alors que la plupart des entreprises de médias ont payé leur personnel pendant le premier mois de la crise, elles n'auront simplement pas les moyens de continuer à les payer si les entreprises ne fonctionnent pas. Les implications ne sont pas seulement immédiates, car cela pourrait avoir des effets à moyen et à long terme sur le secteur des médias au Burundi. Les journalistes devront chercher du travail ailleurs et le secteur souffrira d'une fuite des cerveaux au moment même où cette profession en a le plus grand besoin.

Plusieurs journalistes se disent disposés à travailler ensemble en *synergie*, mais cela n'est toujours pas possible étant donné que toutes les principales chaînes de radio ont été détruites.

Ces journalistes qui sont à Kigali (et ailleurs) courent de sérieux risques d'être frustrés et désespérés aussi longtemps qu'ils resteront séparés de leurs familles et ne pourront pas travailler sereinement, tout en sachant que les nouvelles sont sensibles en ce moment. Ils n'ont rien à faire pour s'occuper pendant qu'ils sont à Kigali.

Finalement, les implications régionales de la crise actuelle ne sauront être ignorées. Nkurunziza crée non seulement un précédent en sollicitant un troisième mandat (avec le regard également tourné vers le Président rwandais Kagame lorsqu'il achèvera son dernier mandat et que le pays se préparera pour les élections présidentielles de 2017). Il se pose également un réel problème d'instabilité dans une région longtemps secouée par les conflits civils et transfrontaliers durant ces dernières décennies. La région est très fragile et pendant que les médias ont été complices, dans certains cas, de l'instigation de la haine et de la peur, ces derniers peuvent toujours jouer un rôle important dans la construction de la paix et œuvrer pour la réconciliation. Cependant, cela ne serait possible que si les médias sont autorisés à faire leur travail.

---

32 Entretien individuel. 22 juin 2015.

33 Journaliste burundais. Entretien individuel. 18 juin 2015.

---

---

## 5. Recommandations

« Pourquoi le monde s'est mobilisé après Charlie Hebdo mais pas pour nous? »

– Journaliste au Burundi

La situation actuelle au Burundi n'est pas seulement extrêmement difficile, voire impossible pour les journalistes de travailler, mais elle présente d'incroyables défis pour la liberté de la presse et des organisations de développement des médias. Plusieurs organisations de développement des médias ont exprimé leurs préoccupations pour leurs partenaires sur le terrain et ne pourraient même pas les identifier, dans certains cas. De plus, aussi longtemps que les chaînes de radio demeurent détruites sans permission des autorités pour les reconstruire, il sera presque impossible de fournir une quelconque assistance. De la sorte, les options pour les acteurs internationaux existent, mais sont limitées.

**Plaidoyer** – Ceci constitue la requête phare de toutes les personnes interviewées pour ce rapport. De manière plus spécifique, elles appellent au lobbying auprès des organisations internationales telles que l'UE, l'UA, la CEAE, de même que du Président du Burundi. Certains ont également exprimé leur frustration par rapport au fait que le monde n'a aucune idée de ce qui se déroule dans leur pays et ne le saura jamais aussi longtemps qu'il n'y aura pas de correspondants internationaux dans le pays.

**Reconstruire et rééquiper les chaînes de radio** – Ceci n'est possible que s'il existe une volonté politique et la permission des autorités. Cependant, les bailleurs et opérationnels devraient continuer les efforts de lobbying et être prêts au cas où des occasions se présenteraient.

**Soutien financier aux journalistes au Burundi** – Les journalistes restés au Burundi craignent non seulement pour leur sécurité et sont contraints, dans certains cas, de déménager régulièrement, mais également n'ont plus de revenus ni de moyens pour soutenir leurs familles. Les bailleurs et les opérationnels devraient immédiatement s'assurer que ces journalistes aient un soutien financier pendant la crise. Ceci est déterminant pour prévenir la quasi fuite des cerveaux qui serait dévastatrice pour le secteur des médias.

**Soutien financier aux journalistes au Rwanda** – Les journalistes qui ont fui au Rwanda (et ailleurs) ont également besoin de soutien financier. Selon l'AJR, l'UE a alloué des fonds à au moins certains journalistes, mais la majorité demeure sans soutien.

**Coordination des soutiens financiers** – Plusieurs journalistes indiquent que malgré les efforts de l'AJR et d'autres, il n'existe pas de coordination adéquate des soutiens financiers existants. Par conséquent, certains journalistes en bénéficient largement et d'autres pas du tout.

**Soutien psycho-social des journalistes en exil** – Les journalistes en exil sont souvent abandonnés sans aucune structure de soutien puisqu'ils ont laissé leurs familles et amis au pays. Les journalistes qui se trouvent actuellement à Kigali n'ont absolument rien à faire. Une option

serait de fournir le soutien des confrères et d'utiliser les réunions de groupe pour identifier les activités supplémentaires qui pourraient bénéficier au moral.

**Formation ou d'autres activités pour les journalistes à Kigali** – Comme signalé plus haut, les journalistes actuellement à Kigali n'ont rien à faire. Une façon d'aborder cela et de fournir un soutien psycho-social serait d'offrir des formations ou d'autres activités à ces journalistes. Des activités spécifiques pourraient être développées conjointement avec les journalistes en exil.

**Radio en exil** – Isango Star, une chaîne de radio à Kigali, a travaillé avec plusieurs journalistes burundais et produit un programme d'une heure en Kirundi qui a ensuite été diffusé sur six chaînes de radio rwandaises. De tels efforts méritent d'être soutenus. Une autre chaîne de radio à Kigali, Contact FM, a offert un espace de travail à ces journalistes en exil et proposé qu'avec un équipement minimum, ils puissent créer un site web où ils pourront publier les histoires sur ce qui se passe. Ceci pourrait devenir un hub pour les journalistes tant au Burundi qu'à l'étranger. Cela comprendrait une radio en ligne et les programmes pourraient également aborder la situation actuelle des réfugiés au Rwanda. Le coût estimé est de 30.000 EUR.

**Mission des partenaires internationaux (Burundi)** – Au cours d'une récente rencontre à Kigali avec les journalistes du Burundi et plusieurs associations rwandaises, la proposition qu'une délégation internationale se rende au Burundi afin d'inciter le gouvernement de permettre aux journalistes de rentrer au pays pour y travailler librement.

**Mission des partenaires internationaux (régional)** – La politique et l'histoire du Burundi, du Rwanda et de la RDC sont intrinsèquement imbriquées et tous les trois pays auront des élections présidentielles prochainement (Burundi 15 juillet, RDC en 2016 et Rwanda en 2017), de même que des préoccupations relatives à la liberté de la presse. Pour éviter le cas burundais se reproduise, il serait utile de commettre une mission des partenaires internationaux des organisations pour la liberté de la presse dans les trois pays.

**Ligne d'assistance sécurisée** – Celle-ci devrait être créée immédiatement pour fournir aux journalistes encore au Burundi une possibilité de rapporter les menaces, intimidations et autres.

**Mécanisme de protection et de sécurité** – Aucun consensus ne s'est dégagé sur cette question puisque certains journalistes estimaient que les casques et gilets pare-balles pourraient être utiles tandis que d'autres estimaient qu'ils attireraient au contraire l'attention sur les journalistes et les rendraient plutôt en cibles. A ce stade, je ne recommanderai pas la fourniture d'un tel mécanisme ; cependant la situation devrait être surveillée.

---

## 6. Annexes

### 6.1 Personnes interviewées

- Johan Deflander, Chef de Mission, Radio La Benevolencija, Burundi
- Collin Haba, Président, Association des Journalistes Rwanda
- Innocent Muhozi, Président, OPB et Directeur, Radio-Télé Renaissance
- Cyprien Ndikumana, Directeur, PGL
- Bob Rugurika, Président, Radio Publique Africaine
- Carine Debrabandere, Coordinateur Régional pour l'Afrique Centrale, DW Akademie

En outre, de nombreux journalistes au Burundi ont été interviewés pour ce rapport, mais ont souhaité garder l'anonymat en raison des préoccupations sécuritaires du moment.

### 6.2 Les organisations locales, régionales et internationales de développement des médias au Burundi

Bien que le Burundi ait rarement fait la une des journaux ou retenu l'attention des bailleurs que les autres pays en situation de post-conflits, de nombreuses organisations de soutien des médias continuent de travailler dans le pays depuis quelques temps déjà.

**Panos Grands Lacs (PGL)** met en œuvre un programme électoral régional, IGL3, dans les trois pays des Grands Lacs que sont le Burundi, le Rwanda et la RDC, étant donné que ces derniers organiseront des élections entre 2015 et 2017. Toutes les activités au Burundi sont suspendues en ce moment.<sup>34</sup> Le projet est réalisé en partenariat avec les chaînes de radio et était censé former les journalistes sur la couverture des élections, notamment l'organisation des débats. Ces derniers sont très inquiets par rapport à la situation. PGL et certains acteurs sur le terrain ont tenu des réunions avec le Conseil National de la Communication (CNC) et le Ministère des Télécommunications, de l'Information et de la Communication, dans le but de permettre la réouverture des radios. PGL a également créé une agence d'informations en ligne, [Infos Grands Lacs](http://panosgl.org).

**Search for Common Ground (SFCG)** travaille au Burundi depuis 1995. SFCG a soutenu le processus de paix et de réconciliation au Burundi, renforcé les capacités des acteurs locaux pour aborder un large éventail des sujets sur les conflits, tels la justice transitionnelle, la réintégration des réfugiés, les conflits fonciers, les violences sexuelles et celles basées sur le genre et la manipulation des jeunes. Le Studio Ijambo, qui a transformé le paysage médiatique du Burundi

---

<sup>34</sup> <http://panosgl.org/projets/projet-infos-grands-lacs-igl3>

en formant les journalistes et en produisant les programmes d'information tournés vers les solutions<sup>35</sup> constitue l'une de nos importantes ressources.

**Free Press Unlimited (FPU)** travaille avec les chaînes de radio locales et les jeunes journalistes à travers le pays depuis 2011. L'une de leurs activités consiste à produire les programmes populaires pour les jeunes. Pour le moment, la sécurité de leur partenaire est leur principale préoccupation. Les journalistes, les activistes et bien d'autres qui se sont exprimés courent un grand risque. En collaboration avec les organisations internationales et les journalistes locaux, FPU étudie les possibilités de faire fonctionner les chaînes de radio ou des alternatives le plus rapidement possible, ainsi que de rechercher d'autres moyens pour informer les populations.<sup>36</sup>

**Deutsche Welle Akademie** travaille au Burundi depuis 2008. Son travail a été interrompu à cause de la situation actuelle sur le terrain. Les détails de son travail ont été retenus en raison des préoccupations sécuritaires.

**La Benevolencija** a un grand projet de soutien des médias qui travaille avec six médias privés indépendants : RPA, Bonesha, Iwacu, Isanganiro, Rema et Renaissance. Elle a fourni une assistance et un soutien techniques en réorganisant et en harmonisant le travail et la structure organisationnelle concernant la politique éditoriale des salles de rédaction. Elle réalise également beaucoup de travail de coproduction avec plusieurs médias (privés et publics) sur la justice transitionnelle, l'histoire, la gestion du passé, et les origines de la violence de groupe. Elles ont des productions radio, de presse et TV. Sur la radio, nous produisons une émission nationale de théâtre, de sketches et des programmes basés sur les faits. Une grande partie de ce travail a été sérieusement entravée par les événements depuis le 26 avril. La plupart des événements ont été réduits en raison de la situation politique. Ils sont également activement impliqués dans les discussions en cours avec les médias, l'ONU et les différents membres de la communauté internationale encore présents au Burundi.

**Voice of America (VOA)** n'a pas de programmes de soutien des médias au Burundi ; cependant elle diffuse et a augmenté son temps de diffusion depuis le début de la crise. Jusqu'à la crise, VOA diffusait deux fois par jour des programmes en Kirundi. A présent, elle a 4 heures et demi supplémentaires chaque jour, parmi lesquelles une heure d'émission interactive devenue quasi populaire. Elle est en voie de recruter des pigistes supplémentaires pour couvrir les provinces et a ajouté deux reporters/producteurs à son équipe de Washington. Elle a aussi créé une ligne de téléphone locale par laquelle les populations peuvent envoyer des messages, qui sont ensuite transmis à Washington, d'où les producteurs rappellent.

**Radio Netherlands (RNW)** – travaille au Burundi depuis plusieurs années. L'une de ses réussites aura été le blog Yaga.<sup>37</sup>

---

35 <https://www.sfcg.org/burundi/>

36 <https://www.freepressunlimited.org/en/news/burundi-elections-without-information-0>

37 [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/14/au-burundi-la-tentative-de-coup-d-etat-en-direct-avec-les-blogueurs-de-yaga-burundi\\_4633538\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/05/14/au-burundi-la-tentative-de-coup-d-etat-en-direct-avec-les-blogueurs-de-yaga-burundi_4633538_3212.html)

---

Restez informé(e) sur l'actualité des médias  
et de la liberté d'expression

[mediasupport.org](http://mediasupport.org)

[facebook.com/InternationalMediaSupport](https://facebook.com/InternationalMediaSupport)

[twitter.com/forfreemedia](https://twitter.com/forfreemedia)

© International Media Support (IMS)

Le texte de cette publication est protégé par les droits d'auteur. International Media Support (IMS) est cependant heureux de partager avec vous ce texte, sous licence de la Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0 International License. Toutes les photos et autres supports visuels sont placés sous licence de IMS par les détenteurs de leurs droits respectifs et ne sauraient être réutilisés sans leur autorisation préalable.

Publié par IMS en 2015

Photo de couverture: Une radio au Burundi. Photo: Jacky Delorme (Panos Europe)